



Idées

## « Pour relancer l'Union européenne, adoptons une approche globale »

**LE MONDE IDEES** | 19.08.2016 à 14h17 | Par Dusan Sidjanski (politologue, ancien conseiller spécial du président de la Commission européenne (2004-2014) et président d'honneur du Centre europ...

Dans un article publié dans *Le Monde*, le 10 août 2016, les ministres italiens des affaires étrangères et de la défense italiens, respectivement Paolo Gentiloni et Roberta Pinotti, ont pris une initiative visant à créer par un groupe d'États membres de l'Union européenne (UE) « *une sorte d'Union pour la défense européenne* ». Cette initiative a le mérite d'inaugurer le débat sur un secteur du pouvoir régalien en réponse à des menaces sur la sécurité de l'UE. Leur proposition vise à créer un « *Schengen de la défense* », dont l'objectif ne serait pas de former une armée européenne, mais de mutualiser par un groupe d'États membres doté d'un certain nombre de capacités et de ressources au sein d'une unité de commandement ayant des objectifs partagés, des pouvoirs de décision ainsi que des ressources budgétaires et technologiques. Lancée par un groupe restreint dont les pays fondateurs de l'Union, cette démarche est, à l'exemple de Schengen, destinée à s'intégrer dans l'UE. Ainsi mutualisée, la force de défense européenne serait à la disposition de l'UE mais également de l'OTAN et des Nations unies.

En inaugurant la réflexion et le débat sur la relance de l'intégration, les hauts responsables italiens ont soulevé de nombreuses questions dont la première nous ramène à l'expérience de la Communauté européenne de défense (CED) : son échec en 1954 a entraîné le projet de Communauté politique européenne. Une leçon à retenir : l'Union de la défense ne doit pas précéder l'Union politique. En effet, le principe démocratique suppose le contrôle du pouvoir civil sur les forces de défense.

Les relations ambiguës avec la Russie, l'Ukraine et le Partenariat oriental, les conflits dans le voisinage immédiat ou lointain, des vagues migratoires ou des attentats terroristes, la peur ressentie devant la globalisation, sans oublier la montée des populismes, des extrémismes de tout bord, ce faisceau de menaces met en danger l'existence de l'UE.

## Une approche globale

Dans ces conditions, au lieu de procéder secteur après secteur suivant la stratégie de Jean Monnet (1888-1979), le moment n'est-il pas venu de renverser la perspective en adoptant une approche globale ? D'autant qu'après des décennies d'intégration, l'interdépendance entre divers domaines a atteint le point où l'interaction est profonde et souvent imprévisible à moins d'avoir une vue d'ensemble d'un gouvernement européen. Face au concours de menaces tant extérieures qu'intérieures, aux divisions qui fragilisent l'Union, une avant-garde est appelée à ouvrir la voie vers une Union politique européenne sans délai.

C'est pourquoi le détour par une procédure intergouvernementale suivant l'exemple de Schengen doit faire place au recours à la « *coopération renforcée* » par au moins 9 États membres comme prévu par le traité de Lisbonne. C'est le procédé qui ne nécessite pas de ratifications individuelles qui de surcroît a l'avantage d'être rapide et de faire partie de l'Union européenne.

# Une structure d'autorité

La création d'un noyau d'Union politique permettrait en outre d'offrir une structure d'autorité garantissant la survie à long terme de l'euro et de la zone euro, le retour de la confiance et la sortie de la crise rampante qui, jointe à l'austérité imposée, fait le lit des mouvements europhobes et des régimes autoritaires. Or, ces domaines qui touchent les pouvoirs régaliens sont esquissés et soumis à l'unanimité dans le traité de Lisbonne. De même que l'exigence de valeurs démocratiques cède devant l'attrait des régimes autoritaires en Hongrie et en Pologne au mépris des principes démocratiques. Où sont passées les finalités et les promesses de paix, de prospérité et de démocratie de l'UE ?

D'où la nécessité de renverser la perspective en empruntant la voie de l'intégration politique au sein d'un noyau fédérateur en recourant sans délai à la « *coopération renforcée* » engageant des États membres de la zone euro. Cette démarche offre plusieurs avantages : la mise en place rapide du noyau fédérateur au sein de l'Union, l'utilisation des institutions existantes adaptées à la dimension de l'Union politique, de préférence renforcées et procédant à la majorité qualifiée, tout en disposant d'un budget propre.

Les fédérations qui ont réussi ont dû leur succès à l'existence d'un noyau fédérateur capable d'entraîner les autres membres. Selon la proposition des ministres italiens, il s'agirait des membres fondateurs impulsés par la troïka France, Allemagne, Italie et des pays connus pour leur engagement européen. Ce ne sont que quelques aspects des travaux entrepris par un « *groupe de réflexion* » ouvert au dialogue sur l'avenir de notre Europe.

En savoir plus sur [http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/08/19/pour-relancer-l-union-europeenne-adoptons-une-approche-globale\\_4985033\\_3232.html#TiAWtjl9sjvwx2cg.99](http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/08/19/pour-relancer-l-union-europeenne-adoptons-une-approche-globale_4985033_3232.html#TiAWtjl9sjvwx2cg.99)